



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 9 – 2 juillet 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 770 021	1 088 896	293 094	130 619	95 168	6 649
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	8 610,31	10 643,94	5 048,91	2 451,47	1 724,71	1 862,46
Nombre de décès	110 968	14 584	2 533	792	969	30
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	165,6	142,6	43,6	14,9	17,6	8,4
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	33 320 000	4 507 250	3 250 715	2 464 358	3 220 572	258 852
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	49,7%	44,1%	56,0%	46,3%	58,4%	72,5%

Chiffres du 28 juin 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé.



Danemark

Marché immobilier : le Gouvernement hésite à intervenir.

Alors que le Conseil danois des risques systémiques a recommandé au Gouvernement de resserrer les possibilités d'obtenir un prêt hypothécaire sans amortissement, ce dernier a déclaré qu'il allait suivre la recommandation du Conseil des Sages de ne pas intervenir sur le marché immobilier, notamment parce qu'il prévoyait que la hausse des taux freinerait les prix et afin de ne pas toucher les primo-

accédants. La Banque Nationale soutient la proposition du Conseil des risques systémiques et recommande une intervention du Gouvernement à la fois en ce qui concerne le différé d'amortissement et la valeur fiscale de la déduction des intérêts. Elle a, en outre, revu à la hausse sa prévision pour l'évolution des prix immobiliers en 2021 (+14,2%) et 2022 (+6,2%). Le directeur de l'Autorité de supervision financière (*Finanstilsynet*) encourage quant à lui le Gouvernement à intervenir au plus tôt, plutôt que d'attendre au risque de devoir appliquer des mesures plus drastiques

Les actions danoises sont plus attractives qu'ailleurs en Europe.

Telle est la conclusion d'une analyse de Sydbank sur les 26 actions danoises recommandées par la banque, qui a comparé chaque entreprise à ses deux concurrents européens. En 2019 et 2020, les entreprises danoises ont réalisé une meilleure progression du chiffre d'affaires (+12,7 et +6,5% en moyenne chaque année contre +6,5 et -2% pour les autres actions européennes), de meilleures marges nettes et un meilleur ROIC (retour sur capitaux investis, 14,6 et 11,3% en moyenne pour les actions danoises contre 8,6 et 5,4% pour les européennes). Sydbank estime que les entreprises danoises sont plus chères en termes de valeur PER, mais que leur potentiel de croissance est meilleur que celui de nombreux concurrents européens.

Crypto-actifs : nécessité de revoir l'encadrement.

L'Agence des Impôts a identifié 16 000 entreprises et personnes sur le marché des crypto-monnaies entre 2015 et 2019 où deux tiers des transactions n'avaient pas été déclarées correctement aux autorités fiscales. On estime que le nombre d'acteurs sur ce marché est « *considérablement plus élevé* » aujourd'hui, de même que les risques d'erreurs et de fraude. L'imposition des gains et des pertes des crypto-actifs financiers étant aujourd'hui réglementée par une loi de 1922, le ministre des Impôts, Morten Bødskov, a demandé au Conseil du droit fiscal (*Skattelovrådet*) de revoir la réglementation. Ce conseil indépendant doit rendre un rapport au ministre au plus tard à la mi-2023 et présenter un projet de modifications réglementaires et/ou législatives.

Contenu du « paquet d'été » de soutien à l'économie.

Ce paquet comportera notamment :

- des ferrys gratuits ;
- un « pass voyage » (illimité) pour le transport en train/bus/méto/tram pendant 8 jours ;
- des subventions aux hôtels et centres de conférences ;

- des aides permettant aux restaurants des grandes villes de faire des promotions ou d'organiser des événements ;
- un plan de relance pour le tourisme à Copenhague ;
- diverses aides pour la culture, les jeunes et les personnes âgées, vulnérables ou handicapées.

Finlande

Gestion des forêts : désaccords entre la Finlande et l'UE.

La Commission européenne, qui doit présenter sa stratégie forestière le 20 juillet prochain, souhaite mettre fin à la « *coupe rase* » en tant que méthode d'exploitation forestière. Celle-ci est visée en raison de son impact négatif sur la biodiversité et de ses fortes émissions de carbone. Ce projet de la Commission a été critiqué par certains responsables politiques finlandais pour son atteinte supposée au pouvoir de décision national. Le ministre de l'Agriculture et des Forêts Jari Leppä (Centre) s'est exprimé en ce sens il y a une dizaine de jours. « *Nous savons comment gérer nos forêts sans l'intervention de la Commission* », a-t-il écrit.

Les émissions de carbone à un niveau historiquement bas en 2020.

Selon le rapport annuel sur le climat du ministère de l'Environnement, cette baisse est largement due à la pandémie qui a entraîné à la fois une réduction du trafic et une augmentation de la séquestration nette de CO₂ (liée à un moindre abattage des forêts). Dans les secteurs couverts par le SEQE (Système d'échange de quotas d'émissions), ces émissions ont chuté de 16%, avec la réduction de l'activité des industries chimiques, métallurgiques, de pâte à papier ou encore du transport aérien. Le rapport rappelle l'objectif de neutralité carbone fixé à 2035 par la Finlande, et la nécessité d'accroître la capacité d'absorption des « *puits* » de carbone à 21 millions de tonnes.

Le Parlement approuve le plan de réforme du système de santé (Sote) proposé par le Gouvernement.

Ce projet de réforme, auquel se sont heurtés de nombreux gouvernements précédents, va entraîner des changements importants en matière d'organisation des services sociaux et de santé. Il prévoit le transfert des compétences de santé des 293 municipalités finlandaises vers une vingtaine de nouvelles autorités intercommunales, auxquelles s'ajoute la ville d'Helsinki, à partir du début d'année 2023. Les représentants du Conseil intercommunal, le principal organe décisionnel de ces nouvelles autorités locales, seront élus en janvier 2022.

Nokia investit pour développer la recherche à Oulu.

L'entreprise finlandaise va investir plusieurs centaines de millions d'euros pour élargir son usine et son centre de recherche technologique à Oulu, d'ici 2025, afin de pouvoir accueillir de nouveaux experts et favoriser le développement de futurs produits, notamment la 5G. « La Finlande est un pays important pour Nokia dans le développement de produits 5G et nous recrutons davantage d'experts pour l'ensemble de la Finlande », explique Erja Sankari, responsable de l'unité d'Oulu de Nokia.

Islande

Malgré un taux de chômage record, l'Islande renoue rapidement avec l'emploi.

Le taux de chômage islandais était de 7,7% en moyenne au premier trimestre 2021, soit trois points de pourcentage plus élevé qu'à la même période en 2020. Cette variation est environ trois fois plus élevée que dans la plupart des autres pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège). Au niveau national, le taux de chômage avait culminé à 11,6% en mai 2020, atteignant particulièrement les jeunes travailleurs de 16 à 24 ans. Mais avec la reprise progressive du tourisme, l'Islande renoue avec l'emploi : le chômage était redescendu à 8,4% en

mai 2021, une baisse de 2,4 points par rapport au mois d'avril. Cette baisse rapide devrait se confirmer les mois prochains.

Vente d'Íslandsbanki : le succès continue en bourse.

Après la cessation de 35% de ses parts et son introduction en bourse le 22 juin, Íslandsbanki a confirmé le succès de sa privatisation partielle. Le cours de son action s'est en effet clôturé dès le premier jour à 0,95 ISK, contre 0,79 ISK au moment de l'IPO sur le marché boursier islandais (Kauphöllin), soit une augmentation de 20%. Les transactions liées à la banque ont représenté environ 65% des valeurs boursières totales ce jour-là. Íslandsbanki a également publié la liste de ses 20 actionnaires principaux, parmi lesquels figurent neuf fonds de pension.

Un fonds d'investissement états-unien sur le point de devenir actionnaire majoritaire d'Icelandair Group.

La principale compagnie aérienne d'Islande a conclu un premier accord avec le fonds Bain Capital pour l'achat de 8,1 Mds ISK (66 M\$) d'actions. Sous réserve de l'accord du conseil d'administration du fonds, celui-ci devrait acquérir 16,6% des parts d'Icelandair Group et en devenir l'actionnaire principal.

Eimskip condamné par l'Autorité de la concurrence.

La société islandaise de transport maritime a admis avoir enfreint la loi, en coopérant avec son concurrent direct Samskip entre 2008 et 2013. L'entente impliquait des compromis entre les deux entreprises sur les horaires de navigation, la limitation de la capacité de chargement, la manière d'appliquer les péages et les remises, le fret transatlantique et le transport terrestre en Islande, violant ainsi le principe de libre-concurrence. De plus, Eimskip a reconnu avoir fait preuve de rétention d'informations, entravant ainsi l'enquête menée par l'Autorité de la concurrence. Elle a été condamnée à verser la somme de 1,5 Md ISK (10 M€).

Frumtak Ventures crée un fonds pour dynamiser les start-ups. La société de capital-risque a annoncé la création du fonds Frumtak III, à hauteur de 7 Mds ISK (48 M€), afin de financer des start-ups naissantes. Le but est de permettre à ces jeunes entreprises de développer des technologies innovantes et de se positionner en leader sur leur marché. Le fonds sera destiné à une dizaine d'entreprises qui toucheront entre 1,6 et 4,1 M\$ sur cinq ans. La PDG de Frumstak Venture, Svana Gunnarsdóttir, a particulièrement insisté sur l'importance des investissements dans le domaine de l'innovation pour l'Islande et la rentabilité que cela représente.

Norvège

Pêche : désaccords entre la Norvège et l'UE sur le Svalbard. L'UE n'a pas encore répondu à la lettre envoyée en mai par le ministère des Affaires étrangères norvégien, qui accuse la Commission d'avoir fixé de manière unilatérale ses quotas de cabillaud au large du Svalbard (29 000 tonnes), alors que la Norvège avait revu les quotas à la baisse (19 000 tonnes). « *La Norvège fixe les quotas dans les eaux norvégiennes et dans la zone du Svalbard* », répète le ministre de la Pêche, Odd Emil Ingebrigtsen. De son côté, le professeur Trond Bjørndal (centre de recherche SNF de Bergen) estime que la Norvège aurait dû négocier avec Bruxelles plus en amont. Si les garde-côtes norvégiens arraisonnent des navires européens comme ils s'y sont engagés, « *il s'agirait du plus grand conflit en matière de pêche dans l'Atlantique Nord depuis plusieurs décennies* », s'inquiète le chercheur. Cependant, le ministre de la Pêche rejette le scénario d'un véritable conflit, dans la mesure où « *tous les États côtiers qui pêchent dans la zone du Svalbard ont intérêt à ce que les choses se passent bien, c'est un désaccord transitoire qui sera résolu* ».

Nouveau PDG de Norwegian. L'ancien directeur financier de Norwegian, Geir Karlsen,

devient le nouveau PDG de la compagnie aérienne. Le conseil d'administration a voté pour le licenciement de son prédécesseur, Jacob Schram, en poste depuis un an et demi.

Rôle du fonds pétrolier contre le réchauffement climatique. Les partis de gauche, notamment le parti Travailleiste, se sont dit favorables à une utilisation plus active du fonds pétrolier en tant qu'outil politique dans la lutte contre le changement climatique. Dans un entretien à Klassekampen, le directeur du fonds, Nicolai Tangen, souligne que la priorité doit être de créer des revenus. Il rappelle qu'en avril, le fonds avait annoncé un investissement de 13,9 Mds NOK (1,39 Md€) dans un parc éolien. « *Nous allons réaliser davantage d'investissements de ce type* », assure-t-il, même si l'aspect environnemental ne sera pas le seul critère pour investir. Selon lui, les orientations politiques doivent rester modestes : « *le fonds a une fonction importante. Il est un fonds pour les générations à venir, un fonds des réserves. L'an dernier le fonds pétrolier a fourni 25% du budget national* ».

Des zones zéro-émission testées dans les grandes villes. Les villes d'Oslo et de Bergen ont décidé d'inaugurer des zones à zéro émission dans leurs stratégies climatiques. Trondheim et Stavanger souhaitent également étudier l'utilisation de ce type de zones. « *Une zone à zéro émission est une mesure très intrusive. Je souhaite tout de même permettre à quelques villes qui le souhaitent de l'expérimenter, sous la forme d'un projet pilote. Parallèlement à la modernisation du service des transports en commun, il est également important d'avoir des mesures pour l'introduction progressive des véhicules à zéro émission* » a déclaré le ministre des Transports, Knut Arild Hareide. La direction de l'équipement (Statens vegvesen) a été engagée pour trouver des solutions aux questions juridiques, techniques et pratiques.

Lutte contre la pêche illégale dans l'océan Arctique. L'accord de 2018 sur la lutte contre la pêche illégale dans les eaux internationales de l'océan Arctique est entré en vigueur le 25 juin, pour une période de 16 ans renouvelable. Il a été signé par des pays riverains (Norvège, Islande, Danemark, Groenland, Canada, Etats-Unis et Russie), ainsi que par l'UE, le Japon, la Corée du Sud et la Chine.

Equinor rattaché au ministère de l'Industrie et du Commerce. À l'instar de toutes les autres compagnies publiques, Equinor sera désormais rattaché au ministère de l'Industrie et du Commerce, au lieu du ministère du Pétrole et de l'Énergie. Il s'agit, selon le Gouvernement, d'éviter les conflits d'intérêts dans la mesure où le ministère du Pétrole et de l'Énergie fixe la politique en matière d'hydrocarbures et attribue les licences de prospection et d'exploitation. Ce transfert de responsabilité avait été recommandé par le Parlement.

Participation de la Norvège au Fonds européen de défense. Le 24 juin, le ministre de la Défense, Frank Bakke-Jensen, a annoncé la participation de la Norvège au Fonds européen de défense (EDF). « *Nous avons hâte de commencer cette coopération renforcée avec l'UE dans le domaine de la politique de défense et de sécurité* » a-t-il déclaré. Frank Bakke-Jensen a souligné l'importance de cette coopération pour l'industrie de la défense norvégienne. « *En raison de sa portée et de son caractère, l'EDF représente un nouveau chapitre de la coopération industrielle de défense en Europe* », a-t-il ajouté.

Rencontre entre le PDG de Norske Skog et Emmanuel Macron. Sven Ombudstvedt, PDG de Norske Skog, rencontrera Emmanuel Macron au forum Choose France à Versailles, le 28 juin. L'entreprise norvégienne de papeterie a décidé d'investir 250 M€ sur le site de Golbey (Vosges) afin d'y produire du papier carton pour emballage, en plus du papier journal.

Cet investissement permettra la création de 20 emplois supplémentaires. L'usine vosgienne compte déjà 350 employés.

Coopération énergétique entre la Grande-Bretagne et la Norvège. Lors de leur réunion à Oslo lundi, la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, et le ministre britannique de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, Kwasi Kwarteng, ont abordé les intérêts communs des deux pays, tels que les exportations de gaz norvégien vers la Grande-Bretagne, le captage et le stockage de CO₂ et l'hydrogène. Le câble North Sea Link qui sera mis en service cet automne a également été évoqué, tout comme l'accord bilatéral imminent sur le commerce de l'électricité et les câbles internationaux. « *Nous nous sommes également mis d'accord pour coopérer sur le développement des éoliennes offshore et des infrastructures associées en mer du Nord* », a-t-elle ajouté.

Suède

L'économie suédoise se redresse plus rapidement que prévu. Le ministère des Finances a révisé ses dernières prévisions (avril 2021) à la hausse : la croissance du PIB devrait atteindre 4,7% en 2021, soit 1,5 point de plus que ce qui était attendu. La consommation des ménages devrait aussi augmenter de 4,7% (soit 1,3 point de plus par rapport aux dernières prévisions), dans un contexte de ralentissement de l'épidémie de Covid-19 et d'assouplissement des restrictions. Autre indicateur rassurant : le taux de chômage devrait s'établir à 8,7% cette année, avant de diminuer progressivement (7,7% en 2022 et 7,0% en 2023). Les perspectives sont également au beau fixe pour les finances publiques suédoises : le ministère des Finances prévoit un déficit plus faible que prévu en 2021 (2,2% contre 4,5% en avril) et un équilibre en 2022, suivi d'excédents solides les années suivantes. Le ministère souligne que cette révision est en partie attribuable à la sous-utilisation des fonds de soutien aux entreprises

mis en place en réaction à la crise covid-19. Par ailleurs, la Banque Centrale (*Riksbank*) a annoncé maintenir son taux directeur à 0% au moins jusqu'au troisième trimestre de 2024.

Les secteurs du commerce, du tourisme et de l'hôtellerie-restauration se réjouissent de l'allègement des restrictions. Depuis le 1^{er} juillet, les établissements n'ont plus à restreindre leurs heures d'ouverture, alors qu'ils étaient auparavant dans l'obligation de fermer à 22h30. À l'intérieur, les tables pourront accueillir non plus 4 mais 8 personnes. Plus aucune jauge ne sera en vigueur en ce qui concerne les établissements de plein air et les terrasses. À ce titre, le Président de l'association professionnelle du tourisme et de l'industrie hôtelière (*Visita*) a déclaré qu'« à court terme, c'est une occasion de sauver l'été pour de nombreuses entreprises ». *Visita* appelle toutefois à un soutien accru du Gouvernement, notamment pour les établissements ayant été contraints de fermer leurs portes en raison des restrictions. La Confédération du commerce s'est également félicitée de ces annonces, mais attend avec impatience le 15 juillet ; date de la prochaine phase de levée des restrictions (qui permettra notamment de supprimer la limitation de nombre de personnes dans les commerces).

Flambée des prix des résidences secondaires. En Suède, où l'offre de résidences secondaires est relativement faible puisqu'elles sont généralement héritées, celles-ci se vendent aujourd'hui à prix d'or. Et pour cause : la demande a considérablement augmenté depuis le début de la pandémie, affectant le niveau des prix. Alors que certains experts s'attendaient à une baisse des prix de l'immobilier, craignant une prudence accrue des acheteurs, c'est finalement l'inverse qui s'est produit. Certaines municipalités – notamment côtières – ont vu leurs prix immobiliers exploser : c'est le cas à Örkelljunga (+68% entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2018) et à Hörby (+71%) par exemple. C'est la commune de Halmstad qui affiche l'augmentation la plus forte

: le prix moyen d'une maison de vacances a augmenté de 1,7 M SEK (170 000€) par rapport à 2018, soit une augmentation moyenne de la valeur de 47 000 SEK (4 700€) par mois. Le développement du télétravail ainsi que les limitations de déplacement à l'étranger ont sans doute contribué à l'intérêt croissant des Suédois pour les résidences secondaires.


Taxonomie : la Suède devrait s'opposer à la proposition d'actes délégués en raison notamment de son impact éventuel sur la production sylvicole. Le 22 juin, la commission des Finances du Riksdag a décidé de s'opposer à la proposition du Gouvernement de voter en faveur de la proposition de la Commission européenne relative à la taxonomie. La Suède devrait donc voter contre à l'automne. Les partis conservateurs (Modérés, Chrétiens-démocrates), l'extrême droite et le parti centriste (ex-agrairien) estiment que la proposition se traduirait par un accès au capital plus limité pour les secteurs sylvicole et hydroélectrique. Les Socio-démocrates estiment, au contraire, que la Suède a obtenu un bon compromis dans la négociation (la presse internationale met notamment en avant « la victoire de la Suède et de la Finlande » sur les critères apposés aux forêts et à la bioénergie dans le premier acte délégué). Ils soulignent également qu'il est inutile de voter contre la proposition de la Commission car elle devrait être adoptée à une très large majorité. Cette position suédoise pourrait nuire à la capacité de la Suède d'influencer les négociations à venir sur les autres sujets européens liés à la sylviculture durable, selon les Socio-démocrates.

Le tribunal administratif de Stockholm confirme l'exclusion de Huawei des réseaux de télécommunication suédois. Le tribunal a donné raison à l'agence des Postes et télécommunications (PTS), qui avait annoncé l'automne dernier que les équipements de Huawei et ZTE ne pourraient pas être utilisés

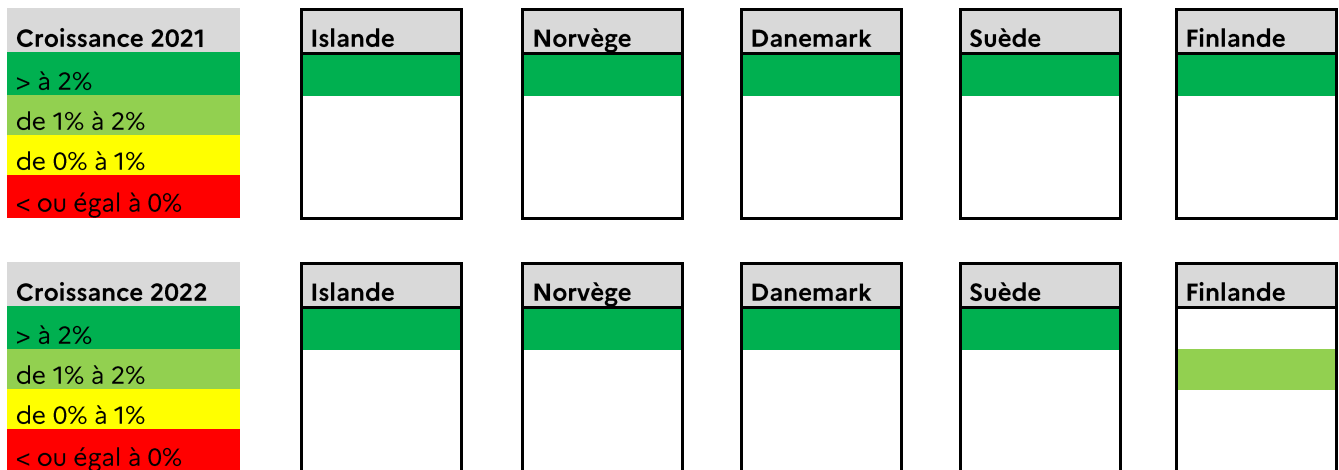
dans les réseaux 5G et que les équipements 3G et 4G existants devraient être retirés d'ici 2025. PTS et le tribunal administratif de Stockholm évoquent une étude des services de sécurité suédois (Säpo), qui estime que les deux fournisseurs chinois représentent une menace pour la sécurité de la Suède. Un nouvel appel de Huawei est possible.

Ericsson craint des représailles sur le marché chinois suite au verdict du tribunal administratif. Les autorités chinoises avaient précédemment déclaré qu'une éviction de Huawei en Suède entraînerait « *des conséquences* », sans préciser leur nature. Une perte de marché en Chine pour l'équipementier suédois Ericsson n'est pas à exclure, et peut même être anticipée. Ericsson a déjà remporté des marchés pour des stations 5G en Chine mais des sanctions pourraient entraîner une perte de chiffre d'affaires d'environ 8% selon les experts (Handelsbanken).

Swedencare acquiert Vetio, le géant américain de la santé animale. Le prix d'achat s'élève à 1,54 Md SEK (154 M€) et se compose d'un montant en espèces de 1,52 Md SEK (152 M€) et d'une émission en nature de près de 185 000 actions de Swedencare, représentant environ 19 M SEK (1,9 M€). Grâce à cette acquisition, Swedencare bénéficiera d'une présence forte dans la fabrication et le développement de produits et de marques haut de gamme pour le marché de la santé animale aux États-Unis et au Canada. Le cours de l'action de Swedencare a bondi de plus de 7% après l'annonce de cette acquisition.



Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PIB										
Gouvernement	2,4	3,6	2,5	2,0	3,7	3,7	4,7	2,9	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3,4	3,7	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****	1,4	-	3,0	2,4	3,1	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,5	2,7	2,8	2,7	2,2	4,4	3,3	3,4	3,9
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,2	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	3,4	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (mai 2021)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Déficit public										
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-2,2	0,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	0,9	1,8	-3,3	-0,5	-7,7	-3,2
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Dette publique										
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	38,0	35,0	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	46,0	44,7	40,8	39,4	63,8	63,2
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Autres										
Inflation (IPCH)*	1,3	1,3	1,2	1,2	1,8	2,0	1,8	1,1	2,8	2,6
Cons. privée*	3,1	3,9	3,4	3,6	4,7	3,0	3,8	5,5	2,3	3,9
Chômage (BIT)*	5,5	5,2	7,6	7,2	4,2	3,9	8,2	7,5	7,0	6,0

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2021) [Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions d'automne* (novembre 2020) seulement pour l'IPCH]

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (mai 2021)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

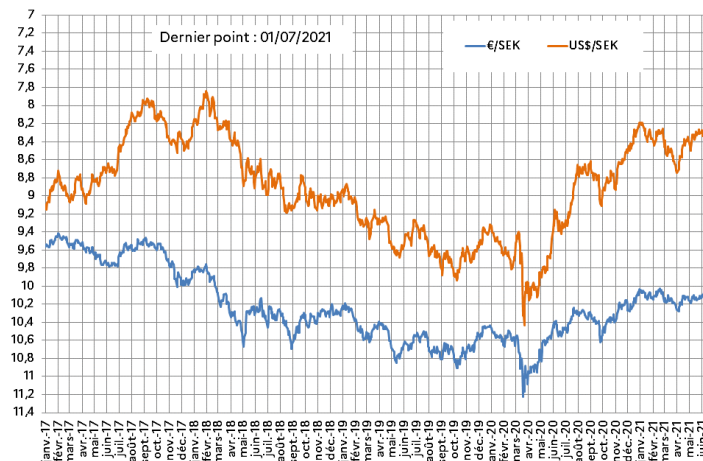
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

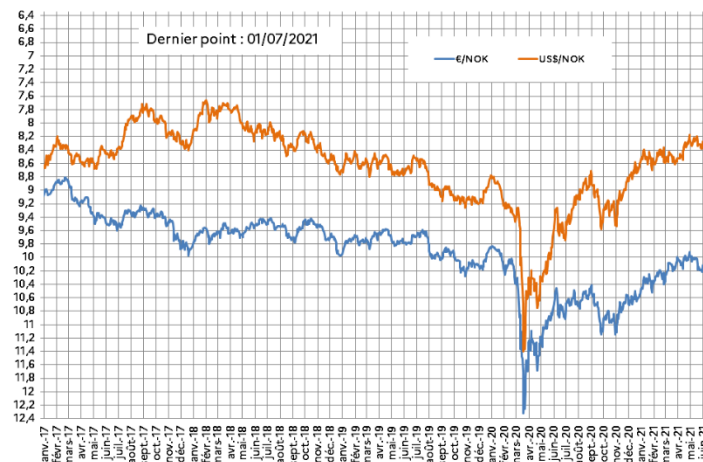
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Service Économique de Stockholm
Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, J. Arroyo), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud, F. Hovakimian), Oslo (B. Zanghellini, P. d'Anglejan Chatillon), de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos, M. Gameiro) et du Service Économique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier, L. Yacine).